



Une surenchère anti-immigrés

Mieux que France-Irlande ce dimanche, on nous avait promis LE match. À la droite extrême : Darmanin, le ministre de l'Intérieur. À l'extrême droite : Marine Le Pen. C'était jeudi 11 février sur France 2. Les téléspectateurs ont semble-t-il préféré d'autres divertissements. Cela dit, le ton est donné des mois à venir, entre démagogie anti-immigrés et calculs politiques pour 2022.

Concurrence électorale

Pour Darmanin, il fallait préparer la mise en scène d'un futur duel de second tour de l'élection présidentielle de 2022. Macron voudrait apparaître comme le meilleur barrage contre l'extrême droite... tout en reprenant sa politique. Le nouveau ministre de l'Intérieur était chargé de séduire les électeurs de Le Pen en prouvant que Macron est tout aussi anti-immigration. De l'autre côté, la présidente du Rassemblement National se donnait des airs de candidate sérieuse et responsable. Elle cherche à récupérer des électeurs de Macron et de Droite en se montrant plus fréquentable que son père. Mais de choc, il n'y en eut guère.

L'immigré comme bouc émissaire

Darmanin et Le Pen se sont fait des politesses, se complimentant parfois, se critiquant rarement. Car les points communs entre ces deux-là sont nombreux. À commencer par la démagogie raciste contre les musulmans, accusés de tous les maux. Les propositions que Darmanin venait présenter devant les caméras ont été appuyées par Le Pen. Le ministre de l'Intérieur en a même rajouté en qualifiant la représentante d'extrême-droite de « molle » face à l'islam. Un cadeau qu'elle a vite accepté, se payant le luxe d'apparaître posée. Elle sait que ceux qui sont sensibles au racisme préféreront toujours l'original à la copie. D'autant plus que Le Pen ne cesse de réclamer un référendum sur l'immigration, histoire de focaliser les débats sur ce thème et d'éviter les sujets sociaux.

Car le racisme n'est pas leur seul point commun. Il y a l'absence de réponses à la hauteur des problèmes quotidiens de la population. Les travailleurs licenciés un peu partout dans le pays ? Les petits commerçants ruinés ? Les queues devant les centres d'aide alimentaire ? La hausse du chômage avec six millions de chômeurs et dix millions de pauvres ? Les impayés de loyer qui explosent au point que les expulsions de mars ont été

décalées en juin ? Il n'en a pas été question. A quand un référendum sur l'interdiction des licenciements ou sur le partage du travail ?

Frontières fermées aux réfugiés, mais ouvertes à l'évasion fiscale

Évidemment, Darmanin n'a pas critiqué les centaines de milliards versés au patronat sans contreparties. Mais Le Pen non plus, qui se présente pourtant comme la protectrice des Français modestes, il est vrai uniquement par temps électoral.

Pourtant, il y aurait de quoi faire. Le journal Le Monde révèle que 29 des 37 groupes du CAC 40 sont domiciliés au Luxembourg, par le biais de filiales sans réelles activités sur le sol de ce paradis fiscal. Si les réfugiés qui fuient la misère et l'oppression se font refouler, les frontières restent grandes ouvertes aux grands capitalistes et aux grosses fortunes. « *Entre l'optimisation fiscale légale et la fraude, la frontière est parfois très ténue* » écrit Le Monde, tandis qu'un magistrat financier l'avoue : « *Il y a beaucoup d'enjeux, y compris politiques, autour du contrôle fiscal des grands groupes. L'administration fiscale est beaucoup plus prudente envers les entreprises qu'à l'égard des particuliers.* » Les grands groupes et la grande bourgeoisie ont des États à leur service pour fermer les yeux sur leurs fraudes. Pour les pauvres et les salariés, il n'en est pas de même.

Entre la peste et le choléra

Depuis que Macron a été élu, il n'a fait que servir les très riches, s'en prendre aux droits des travailleurs, expulser les étrangers, réprimer toute contestation à coups de brutalité policière. Un programme que Le Pen ne peut qu'approuver, même du bout des lèvres et en faisant de la surenchère.

Darmanin et le Pen ont fait un numéro de cirque ce soir-là. Très ennuyeux et inquiétant. Ce débat a surtout montré une chose : qu'une autre alternative est nécessaire.

Big Renault is watching you

Après l'auto-évaluation, la DRH modifie à nouveau son système d'évaluation de la performance, avec pour objectif « *un alignement fort de l'ensemble des salariés* » sur le plan d'économie Renaultion. L'évaluation de la maîtrise du poste fait place à celle des « *comportements professionnels* ». A l'aide d'une « *grille descriptive* », les chefs devront évaluer si « *nous aimons nos clients* », « *disons la vérité* », ou « *grandissons ensemble* ». Une usine à gaz qui doit permettre de fliquer et de formater davantage les esprits. En 2021, Renault confine aussi les comportements.

PARS21

Renault mise sur le dispositif CAR21 pour mettre en œuvre la transformation des compétences. Mais quand on prend contact pour des mobilités internes avec Sémaphore, la société qui pilote CAR21, on comprend vite qu'elle n'est pas là pour ça. Ce sémaphore est surtout chargé de guider les salariés vers la sortie.

L'RH a sonné

Au téléphone ou par mail, les RH traquent les « volontaires » au départ. Reconversion, dispense d'activité, rupture conventionnelle... : tout est bon pour dégraisser. Avec des résultats mitigés pour l'instant. Moins de 200 salariés se sont inscrits dans ces dispositifs, très loin des 2500 postes à supprimer dans l'Ingénierie/Tertiaire fixés par Renault. Encore des salariés qui n'ont pas l'esprit Corporate.

Marché aux puces

Renault a dû mettre à l'arrêt plusieurs chaînes de montage dans ses usines de Sandouville, Tanger ou Pitesti. La cause ? Une pénurie mondiale de semi-conducteurs. Le boom des aides à la conduite (ADAS) et des moteurs électriques rend les microcontrôleurs (MCU) désormais indispensables dans l'automobile. Mais ce secteur n'est pas la priorité des fournisseurs de puces électroniques : ils y réalisent très peu de marge, notamment suite à la pression sur les coûts exercée par les constructeurs et leurs équipementiers. C'est l'arroseur arrosé.

Les Restos de la com'

Renault est « *partenaire logistique* » des Restos du cœur, et veut que ça se sache. Un partenariat limité puisque l'entreprise prête du 5 au 7 mars quelques véhicules (sans payer toutefois le carburant aux Restos), comme des masters personnalisés avec de la pub pour Renault. Renault encourage aussi ses salariés à faire un « *beau geste* » en s'engageant bénévolement auprès des Restos... et en rappelant bien qu'ils sont envoyés par Renault. Un partenariat totalement désintéressé.

Un forum mais pas de discussion

La semaine dernière, la Direction des Tests de l'Ingénierie a organisé un open forum avec des questions/réponses. Les questions étaient filtrées et posées par un intermédiaire. Quant aux salariés de Lardy, ils n'étaient pas invités. La DEA-T craint-elle de donner la parole aux salariés ?

Il n'y a pas que les salaires de bloqués

A l'open forum de la DEA-T, la directrice a buté sur des questions gênantes comme : pourquoi les mobilités sont bloquées, pourquoi y-a-t-il peu d'offres de mobilité interne... ? S'en est suivi une réponse embarrassée promettant que le processus serait en train de se mettre en place. Il y a toujours la réponse type de De Meo : « *je n'aime pas cette question...* ».

Un chef qui fait son cinéma

A PEI, un chef se prend pour Spielberg et filme les salariés pendant la pause. C'est complètement illégal. Il n'a pas assez de travail pour jouer les voyeurs ?

Souvent Vestalia varie

La série « *Chômage partiel à Vestalia* » continue. La direction de la filiale logistique de Veolia, qui prévoit du chômage partiel jusqu'en avril, laisse planer le doute sur son indemnisation à 72% ou 100%. Après janvier, ce sera finalement 100% en février. Mais Vestalia voudrait que le paiement à 100% se fasse désormais avec des contreparties, c'est à dire contre la perte de jours de congés. Veolia est riche à milliards, pas question d'accepter ces mégotages.

Renault Pars et ne reviens pas

Suite à l'embargo américain sur l'Iran, Renault a fait venir 114 salariés iraniens pour travailler au Technocentre, à Boulogne et au Plessis dès février 2019. Ils ont dû démissionner de Renault Pars et signer un contrat de 2 ans minimum avec RNGM, la filiale suisse de Renault-Nissan. Problème : Renault ne les a prévenus qu'après coup que leur famille ne pourrait pas les suivre. Face aux protestations des commutes, Renault a menacés de rompre leur contrat. Puis est venu le Covid, l'explosion de la pandémie en Iran et l'angoisse pour les proches, tandis que RNGM arrêtaient sans préavis la couverture santé de leurs familles. Les deux ans étant passés, Renault met fin à leur contrat cette année, les expulse de leur logement et leur offre royalement un CDD de 3 mois en Iran avec Renault Pars. « *Renault nous a utilisés comme de la main-d'œuvre bon marché, puis ils nous ont jetés comme des malpropres lorsqu'ils n'ont plus eu besoin de nous* », résume un des expatriés désormais sans emploi dans *Le Point*. De quoi se méfier avant de signer un contrat RNGM.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre